



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé
des installations classées
pour la protection de
l'environnement

Annexe I : Demande d'enregistrement pour une ou plusieurs installation(s) classée(s) pour la protection de l'environnement

N°15679*02

Articles L. 512-7 et suivants du code de l'environnement

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service des fichiers.

PRÉFECTURE DU NORD

- 5 JUL. 2021

D.G.P.I. - B.I.C.P.E.

1. Intitulé du projet

Projet de construction d'un entrepôt de stockage et préparation des commandes multi températures pour FP LOMME à Lille (59)

2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplir le 2.1.b pour une société)

2.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame ☐

Monsieur ☐

Nom, prénom

2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale) :

Dénomination ou
raison sociale

FP LOMME

N° SIRET

848 011 193 000 10

Forme juridique

SNC

Qualité du
signataire

Christophe SIMONNET - Directeur

2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)

N° de téléphone

01.42.68.86.30

Adresse électronique

faubourgpromotion@groupeidec.com

N° voie

37

Type de voie

Avenue

Nom de voie

Pierre 1er de Serbie

Lieu-dit ou BP

Code postal

75 008

Commune

PARIS

Si le demandeur réside à l'étranger

Pays

Province/Région

2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

Cochez la case si le demandeur n'est pas représenté ☐

Madame ☒

Monsieur ☐

Nom, prénom

CHANTRE Emilie

Société

GROUPE IDEC INGENIERIE

Service

Fonction

Ingénieur Environnement

Adresse

N° voie

4 B

Type de voie

Rue

Nom de voie

des Buttes

Lieu-dit ou BP

Code postal

35510

Commune

CESSON SEVIGNE

3. Informations générales sur l'installation projetée

3.1 Adresse de l'installation

N° voie	Type de voie Rue	Nom de la voie de la Rotonde
		Lieu-dit ou BP
Code postal	59160	Commune LILLE

3.2 Emplacement de l'installation

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ? Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ? Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser le nom et le code postal de chaque commune concernée :

4. Informations sur le projet

4.1 Description

Description de votre projet, incluant ses caractéristiques physiques y compris les éventuels travaux de démolition et de construction
Le projet consiste en la construction d'une plateforme logistique de 3 cellules de moins de 3000 m² chacune ; adossées à des blocs bureaux/locaux sociaux et un bloc technique.

Le projet sera réalisé sur d'anciens terrains déclassés de fret, pour lesquels un dossier de déclaration ICPE avait été préalablement déposé en 2019. Le projet a évolué en l'absence de preneurs potentiels et s'oriente dorénavant vers du stockage et non plus des bâtiments d'activités. On notera que le terrain a également fait l'objet d'une demande de dérogation au titre des espèces protégées qui a été obtenue le 10/09/2020.

L'activité du nouveau bâtiment sera orientée vers le stockage et la préparation de commandes, tant à température ambiante, dirigée ou froid positif (deux cellules maximum soumises à des températures < +18° de type 1511). Le projet est porté par FP LOMME qui assurera ensuite la mise en location ou la vente du bâtiment. Un descriptif de la société FP LOMME est présenté en PJ5.

Ce projet représentera environ 9745 m² de surface de plancher, sur une emprise de l'ordre de 28 611 m². Les constructions seront accompagnées de diverses surfaces extérieures comme les parkings VL et PL, les zones de circulation, voies pompiers, Des emprises non remaniées et de nouvelles emprises dédiées à la faune et la flore sont également présentes en lien avec la dérogation espèces protégées.

Le projet n'est pas soumis à la demande préalable au Cas par Cas au titre du R122-2 du Code de l'Environnement au titre de la rubrique 39 (SDP < 10000 m²). Cette étape est réalisée dans le cadre de la demande d'enregistrement pour la rubrique 1 (ICPE).

Une notice descriptive du projet est présentée en PJ18 du présent dossier d'enregistrement ICPE, qui porte également la demande de déclaration ICPE pour certaines rubriques.

Ce projet permet à FP LOMME et plus largement la société FAUBOURG PROMOTION dont elle relève, de poursuivre son développement en France en proposant des terrains constructibles pour des projets variés axés sur la logistique. FP LOMME est propriétaire des terrains du projet.

L'emprise du terrain sera décomposée comme suit :

- Terrain : 28 611 m²
- Bâtiment : 9 245 m² (hors abri vélos)
- Voiries, dalles béton, béton désactivé, trottoirs, ... : 7632 m²
- Stabilisé : 193 m²
- Bassin étanche paysagé : 424 m²
- 11 117 m² d'espaces paysagers composés par :
 - Voie pompiers en evergreen : 1 582 m²
 - Empierrements dédiés aux lézards : 864 m²
 - Muret en gabion : 49m²
 - Ballasts existants conservés : 78 m²
 - Pelouses rases : 1 676 m²
 - Friche méso-xérophile : 3 533 m²
 - Pelouse prairie : 3 335 m²

Les pièces jointes PJ7 (dérogations à l'arrêté applicable), PJ8 (avis propriétaire), PJ11 (défrichement), PJ13 (Natura 2000), PJ14 et PJ15 (INB - Gaz à effet de serre), PJ16 et PJ17 (installation 20MW), listées dans le présent CERFA ; ne sont pas intégrées au dossier dans la mesure où elles ne concernent pas le projet FP LOMME.

En parallèle de la présente demande d'enregistrement au titre des installations classées, le projet sera visé par une demande de permis de construire déposée en parallèle du présent dossier et une déclaration ICPE initiale pour les rubriques soumises à déclaration (elles font quand même l'objet d'une présentation détaillée dans le dossier d'enregistrement).

Ces nouvelles autorisations administratives annulent les précédentes autorisations obtenues sur ce terrain au titre du Permis de Construire (une demande de retrait du PC 059350 19 00089 du 24/09/2019 a été sollicitée auprès de la Mairie le 27/01/2021) et de Déclaration ICPE (télédéclaration A-9-9VV5ZX5K7 du 01/04/2019).

En revanche, l'arrêté de dérogations au titre des espèces protégées est lui bien conservé et appliqué.

4.2 Votre projet est-il un :

Nouveau site ☒

Site existant ☐

4.3 Activité

Précisez la nature et le volume des activités ainsi que la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dont la ou les installations projetées relèvent :

Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique (intitulé simplifié) avec seuil	Identification des installations exprimées avec les unités des critères de classement	Régime
1510.2.b	Entrepôt couvert de matières combustibles >500T 50000m ³ ≤ Volume entrepôt < 900000m ³	3 cellules de stockage, soit au total 8869 m ² de SDP Hauteur au faîtage sous bac de 13.15m Soit un volume d'entrepôt de 113 998 m ³ Terrain en zone Urbaine UI / SDP < 10000 m ² - pas d'évaluation environnementale systématique	E
1185.2.a	2. Equipements clos en exploitation a. Equipements frigorifiques de capacité unitaire >2kg, la quantité cumulée étant ≥ 300 kg	Groupe VRV en toiture de chacun des blocs bureaux Possibilité de groupes froids extérieurs sur toitures pour rafraîchissement des cellules de stockage Fluides R134A, R404A ou similaires Charge totale globale de l'ordre de 350 kg	D
2925.1	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques 1. La charge produit de l'hydrogène, puissance max de courant continu étant >50kW	Trois locaux de charge de 150 kW au global	D
2910.A	Installation de combustion A. au gaz naturel, ... 2. La puissance thermique nominale étant < 1MW	Une chaudière gaz naturel de 0.9 MW dans un local chaufferie dédié	NC
2925.2	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques 2. La charge ne produit pas d'hydrogène, puissance max de courant continu étant < 600kW	Des postes de charge pour engins sans émanation prévus au droit des portes de quais de chacune des cellules pour 60 kW au total	NC

5. Respect des prescriptions générales

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel.

Des guides de justificatifs sont mis à votre disposition à l'adresse suivante : http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/10361.

Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'épandage).

Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ? Oui ☐ Non ☒

Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés.

Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.

6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/information-environnementale#e2>

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Si oui, lequel ou laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La ZNIEFF la plus proche est à plus de 4.5 km au Sud du terrain, il s'agit de la ZNIEFF de type II "Basse Vallée de la Deûle entre Wingles et Emmerin"
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les zones APPB mes plus proches sont implantées à plus de 9.5km au Nord Ouest du terrain
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le Parc National le plus proche est à plus de 300 km au Sud Est Le Parc Naturel Marin le plus proche est à plus de 100km à l'Ouest La RNN la plus proche est à plus de 52km au Nord Ouest La RNR la plus proche est à plus de 12km à l'Est Le Parc Naturel Régional le plus proche est à plus de 23 km au Sud Est
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPBE 2015-2020 de la Métropole Européenne de Lille approuvé, version 2020-2025 en cours d'approbation. La façade Ouest du terrain est impacté par les bruits de la RD208
Dans un bien inscrit au patrimoine mondiale ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par un PPR Inondation prescrit le 13/02/2001 mais non approuvé. Les terrains du projet ne sont pas concernés. La commune est concernée par un PER Mouvement de terrain approuvé le 16/05/1990. Les terrains du projet ne sont pas concernés. La commune est impactée par le PPRT Produits Chimiques de Loos. Les terrains du projet ne sont pas concernés.
Dans un site ou sur des sols pollués ? [Site répertorié dans l'inventaire BASOL]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le terrain n'est pas répertorié dans la base BASOL. Toutefois, celui-ci présente des traces de pollution réduisant les usages uniquement à un usage industriel suite au plan de gestion réalisé.
Dans une zone de répartition des eaux ? [R.211-71 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZRE de la nappe des calcaires carborifères
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Si oui, lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone Natura 2000 la plus proche est située à plus de 17km au Sud Est, il s'agit de la zone en directive Oiseaux "Cinq tailles" FR3112002
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

7. Effets notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

7.1 Incidence potentielle de l'installation		Oui	Non	NC ¹	Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle)
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet sera source de prélèvement d'Eau Potable sur le réseau AEP desservant le secteur, pour les usages des sanitaires, de l'entretien courant, ... La consommation prévisionnelle sera de l'ordre de 2m3/j environ. Aucun prélèvement direct dans le milieu naturel ne sera réalisé.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Milieu naturel	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet vise un équilibre déblai/remblai. Toutefois, pour des contraintes techniques liées à la nature des sols, il est nécessaire de prévoir des apports de matériaux et des exports d'autres types de matériaux. Ceux-ci viseront à rester limités au strict nécessaire.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet de construction a fait l'objet d'une demande de dérogation au titre des espèces protégées pour deux espèces de flore, le lézard des murailles, plusieurs oiseaux et chiroptères. L'arrêté de dérogation est présenté en PJ21. Le présent projet intègre les prescriptions prévues en terme de mesures ERC.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le terrain du projet est situé en zone urbaine du PLU. De plus, il s'agit d'un projet de reconquête de friches industrielles sur des terrains dont les niveaux de pollution ne sont pas compatibles avec des activités autres qu'industrielles.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Aléa sismique : Zone 2 faible Aléa argile : Moyen Pas de risque inondation, minier, ...

	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les risques sanitaires sont liés au terrain en lui-même, quel que soit le projet présenté ; du fait des traces de pollution observées. Le respect des prescriptions du plan de gestion permettront de réduire le risque sanitaire auquel le projet est exposé.
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet sera à l'origine d'un trafic de l'ordre de 45 PL/j et d'environ 66 VL/j.
	Est-il source de bruit ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le trafic des PL sera source des émissions sonores principales du site, ainsi que les groupes froids potentiels sur dalle extérieure. On notera la présence d'habitations en secteur Ouest, de l'autre côté de la RD208. Les distances entre les sources et les cibles sont significatives. Le terrain du projet est impacté par les niveaux sonores de la RD208 séparant les zones pavillonnaires de la zone industrielle.
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des odeurs ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le bâtiment et ses abords feront l'objet d'un éclairage extérieur adapté de type LED, obligatoirement orienté vers le bas pour limiter la formation de halos lumineux. L'éclairage du site sera cohérent avec la mesure de réduction R4 de la dérogation espèces protégées.
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les émissions dans l'air seront liées au fonctionnement de la chaudière du site. De par la faible puissance et le combustible gaz naturel, les impacts seront limités. Le reste des émissions sera lié au trafic des PL et VL sur le site.
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site sera source de rejets d'eaux pluviales dans le réseau EP public de la zone, après passage par un bassin de tamponnement sur site et un séparateur hydrocarbures placé en aval de l'ouvrage.
	Engendre-t-il des effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site sera source d'un rejet d'eaux usées de type domestiques, issues des sanitaires du site, de l'entretien des installations. Ce rejet sera réalisé au réseau public EU de la Zone.
Déchets	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site sera source de déchets classiques pour un entrepôt logistique comprenant principalement des déchets non dangereux : DIB, cartons, plastiques, bois, ... Quelques déchets dangereux seront émis comme les vidanges des boues du séparateur hydrocarbures notamment. Les filières de collecte et traitement seront définies de par l'exploitant tout en visant la valorisation au maximum.

Patrimoine/ Cadre de vie/ Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les prescriptions de fouilles éventuelles seront respectées en lien avec la délivrance du permis de construire.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'usage des sols en zone urbaine ne sera pas remis en cause par le projet.

7.2 Cumul avec d'autres activités

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres activités existantes ou autorisées ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, décrivez lesquelles :

7.3 Incidence transfrontalière

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, décrivez lesquels :

7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Gestion des EP : bassin tampon, régulation de débit et séparateur hydrocarbures

Choix d'un terrain en reconquête de friche industrielle

Choix d'un combustible gaz naturel pour la chaufferie, mise en place de photovoltaïque, éclairage LED, ...

Gestion des déchets par prestataires agréés, Equipements hydroéconomes

Respect de mesures ERC et Accompagnement de la dérogation espèces protégées

8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme [5° de l'article R.512-46-4 du code de l'environnement].

Usage futur industriel en compatibilité avec le document d'urbanisme actuellement en vigueur et le plan de gestion des sols

9. Commentaires libres

10. Engagement du demandeur

A PARIS

Le 05/04/2021

Signature du demandeur

SNS F. LOMME
37 AVENUE Pierre 1er de Serbie
75008 PARIS
RQS PARIS 048 011 193

Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d'enregistrement

Vous devez fournir le dossier complet en trois exemplaires, augmentés du nombre de communes dont l'avis est requis en application de l'article R. 512-46-11. Chaque dossier est constitué d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre enregistrement, parmi celles énumérées ci-dessous.

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièces

- P.J. n°1.** - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒
- P.J. n°2.** - Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒
- P.J. n°3.** - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒
- Requête pour une échelle plus réduite ☒ :
- En cochant cette case, je demande l'autorisation de joindre à la présente demande d'enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre 1er du livre V du code de l'environnement]
- P.J. n°4.** - Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒
- P.J. n°5.** - Une description de vos capacités techniques et financières [7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒
- P.J. n°6.** - Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒
- Pour les installations d'élevage, se référer au point 5 de la notice explicative.

2) Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du projet :

Pièces

Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation :

P.J. n°7. - Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés [Art. R. 512-46-5 du code de l'environnement]. ☐

Si votre projet se situe sur un site nouveau :

P.J. n°8. - L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur. ☐

P.J. n°9. - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur. ☒

Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire :

P.J. n°10. - La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement. ☒

Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement :

P.J. n°11. - La justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement [2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement. ☐

Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste suivante :

P.J. n°12. - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : [9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☒

- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement ☒

- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3	<input type="checkbox"/>
- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>

Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :

P.J. n°13. - L'évaluation des incidences Natura 2000 [article 1° du I de l'art. R. 414-19 du code de l'environnement]. Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence [Art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

P.J. n°13.1. - Une description du projet accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ; [1° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] ☐

P.J. n°13.2. Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

Dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du projet, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

P.J. n°13.3. Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres projets dont vous êtes responsable, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

P.J. n°13.4. S'il résulte de l'analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

P.J. n°13.5. Lorsque, malgré les mesures prévues en 13.4, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre : [IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] : ☐

- **P.J. n°13.5.1** La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ; [1° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] ☐

- **P.J. n°13.5.2** La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au ☐

13.4 ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ; [2° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] ☐

- **P.J. n°13.5.3** L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous [3° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. ☐

Si votre projet concerne les installations qui relèvent des dispositions des articles L. 229-5 et 229-6 :

P.J. n°14. - La description :

- Des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre du gaz à effet de serre ;
- Des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ;
- Des mesures prises pour quantifier les émissions de gaz à effet de serre grâce à un plan de surveillance qui réponde aux exigences du règlement pris en application de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Ce plan peut être actualisé par l'exploitant dans les conditions prévues par ce même règlement sans avoir à modifier son enregistrement. [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☐

P.J. n°15. Un résumé non technique des informations mentionnées dans la pièce jointe n°14 [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] ☐

Si votre projet concerne une installation d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW :

I. n°16. - Une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un .eau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des installations classées et du ministre chargé de l'énergie, pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5, définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages. [11° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

P.J. n°17. - Une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur. [12° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]

3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l'administration.

Pièces

PJ18 - Notice de présentation du projet

PJ19 - Volet sécurité

PJ20 - Notes de calculs Flumilog

PJ21 - Arrêté dérogation espèces protégées

PJ22 - Télédéclaration ICPE

PJ23 - Etudes Foudre

PJ24 - Plan de gestion

